

11. MAI 2005 — Königlicher Erlass zur näheren Bestimmung des Begriffes «in einer Gemeinschaft lebende Personen» in Ausführung von Artikel 7 § 4 des Gesetzes vom 22. März 2001 zur Einführung einer Einkommensgarantie für Betagte

ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Aufgrund des Gesetzes vom 22. März 2001 zur Einführung einer Einkommensgarantie für Betagte, insbesondere des Artikels 7 §§ 1 Absatz 2 und 2, abgeändert durch das Gesetz vom 9. Juli 2004, und § 4, eingefügt durch das Gesetz vom 9. Juli 2004;

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors vom 22. September 2004;

Aufgrund des Einverständnisses Unseres Ministers des Haushalts vom 3. Dezember 2004;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 38.094/1 des Staatsrates vom 10. Februar 2005, abgegeben in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nr. 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der Umwelt und der Pensionen und aufgrund der Stellungnahme Unserer Minister, die im Rat darüber beraten haben,

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir :

Art. 3 - Unter «in einer Gemeinschaft lebende Personen» im Sinne von Artikel 7 § 4 des Gesetzes vom 22. März 2001 zur Einführung einer Einkommensgarantie für Betagte sind Personen zu verstehen, die im Hinblick auf die Verwirklichung eines religiösen oder weltanschaulichen Ziels denselben Hauptwohntort und dieselben Existenzmittel teilen, mit Ausnahme von Personen, die in Gemeinschaften leben, die illegale oder gegen die öffentliche Ordnung verstoßende Tätigkeiten ausüben und/oder gegen die eine strafrechtliche Untersuchung läuft.

Art. 4 - Vorliegender Erlass wird wirksam mit 1. Januar 2005.

Art. 5 - Unser Minister der Pensionen ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, den 11. Mai 2005

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister der Umwelt und der Pensionen

B. TOBBACK

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 juillet 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 juli 2005.

ALBERT

Von Königs wegen:

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2005 — 1887

[C - 2005/00474]

20 JUILLET 2005. — Arrêté royal réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, modifiée par la loi du 10 mars 2003 et par la loi du 27 décembre 2004, notamment l'article 4 et l'article 10, alinéa 1^{er}, 5°;

Vu l'arrêté royal du 3 juin 1999 réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football, modifié par l'arrêté royal du 3 novembre 2001;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 avril 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2005;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le présent arrêté contient des modifications de la réglementation existante concernant la gestion des billets; que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football et de la vente d'abonnements pour cette nouvelle saison; qu'en vue de la sécurité juridique, il convient par ailleurs que cette modification soit introduite le plus rapidement possible dans l'ordre juridique belge afin que la politique modifiée en matière de gestion des billets puisse être en vigueur le plus rapidement possible; qu'au cas où cela ne serait pas le cas, cela prêterait à confusion parmi les organisateurs de rencontres de football et le public qui souhaite acquérir des titres d'accès ou un abonnement; que dans les clubs de football, qui ont été impliqués dans la réflexion

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2005 — 1887

[C - 2005/00474]

20 JULI 2005. — Koninklijk besluit houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, gewijzigd bij de wet van 10 maart 2003 en bij de wet van 27 december 2004, inzonderheid op artikel 4 en artikel 10, eerste lid, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 november 2001;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 april 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2005;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit wijzigingen inhoudt van de bestaande reglementering inzake ticketbeheer; dat dit besluit maatregelen bepaalt waaraan de organisatoren van voetbalwedstrijden slechts op gebrekkige wijze zouden kunnen voldoen indien deze niet voor de aanvang van het nieuwe voetbalseizoen en de abonnementenverkoop hiervoor genomen worden; dat het ook met het oog op de rechtszekerheid gepast voorkomt dat dit besluit zo vlug mogelijk in de Belgische juridische orde ingevoerd wordt opdat de gewijzigde politiek inzake ticketbeheer zo vlug mogelijk van kracht kan zijn; dat indien dit niet het geval zou zijn, dit aanleiding zou zijn tot verwarring bij de organisatoren van voetbalwedstrijden en het publiek dat zich toegangsbewijzen of een abonnement wenst aan te schaffen; dat bij de voetbalclubs, die voorafgaand betrokken zijn geweest bij het overleg voor de totstandkoming van dit koninklijk besluit, momenteel een verwarring heerst

préalable ayant mené à la réalisation de cet arrêté, il règne momentanément une confusion, vu que certains clubs de football appliquent la réglementation existante tandis que les autres clubs se basent déjà sur la réglementation à venir; que de cette manière, le public souhaitant acquérir un titre d'accès ou un abonnement est confronté avec des règles qui diffèrent d'un club à l'autre en vertu desquelles, dans les premiers clubs, un moyen de légitimation est demandé et dans les autres pas; que de telles situations mènent à la confusion et à des situations intolérables et qu'il convient de mettre fin le plus rapidement possible à cette situation incertaine; que par cet arrêté les organisateurs doivent en plus tenir un aperçu de tous les abonnements et titres d'accès vendus; que cela doit se faire obligatoirement à partir du premier abonnement vendu; que tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risque de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 4 juillet 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, et à moins qu'il n'en soit précisé autrement, il convient d'entendre par :

1° « la loi » : la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, modifiée par la loi du 10 mars 2003 et par la loi du 27 décembre 2004;

2° « titre d'accès » : le titre qui permet à son détenteur d'assister à un seul match de football;

3° « abonnement » : le titre qui permet à son détenteur d'assister à plusieurs matches de football;

4° « distributeur (de titres d'accès ou d'abonnements) » : l'organisateur lui-même ou le partenaire commercial, le point décentralisé reconnu par l'organisateur ou toute personne physique ou morale habilitée par l'organisateur à vendre ou à offrir des titres d'accès ou des abonnements;

5° « détenteur (d'un titre d'accès ou d'un abonnement) » : la personne physique à qui un titre d'accès ou un abonnement a été accordé, en vue d'assister elle-même à un match de football;

6° « supporters rivaux » : les groupes de supporters des équipes participant au match en question;

7° « prévente » : toute vente de titres d'accès au cours de la période qui précède les trois heures avant la rencontre;

8° « club de supporters » : toute association officielle ou officieuse de supporters;

9° « document d'identification » : document officiel délivré par une autorité publique par lequel une personne physique qui souhaite se procurer un titre d'accès ou un abonnement, prouve son identité au distributeur.

CHAPITRE II. — Confection des titres d'accès et des abonnements

Art. 2. Un titre d'accès doit offrir des garanties qualitatives suffisantes, ce qui comprend en tout cas :

1° offrir, en fonction de l'état de la technique, des garanties suffisantes contre l'imitation ou la contrefaçon;

2° comprendre les données prescrites par l'article 4 du présent arrêté.

Art. 3. Un abonnement doit offrir des garanties qualitatives suffisantes, ce qui comprend en tout cas :

1° offrir, en fonction de l'état de la technique, des garanties suffisantes contre l'imitation ou la contrefaçon;

2° comprendre les données prescrites par l'article 5 du présent arrêté.

Art. 4. Les données suivantes doivent figurer sur le titre d'accès:

1° l'identification du match concerné;

2° les conditions d'accès au stade en faisant référence au règlement d'ordre intérieur;

3° un plan du stade;

aangezien de ene voetbalclub de bestaande reglementering toepast terwijl de andere club zich reeds richt op de toekomstige reglementering; dat also het publiek dat zich een toegangsbewijs of abonnement wenst aan te schaffen, geconfronteerd wordt met regels die verschillen van club tot club waarbij door de ene club de voorlegging van een middel ter legitimatie wordt gevraagd en bij een andere niet; dat dergelijke situaties leiden tot onduidelijkheid en wantoestanden en het gepast is dat zo vlug mogelijk een einde wordt gemaakt aan deze onzekere toestand; dat de organisatoren door dit besluit daarenboven een overzicht moeten bijhouden van alle verkochte abonnements en tickets; dat dit noodzakelijkerwijs dient te gebeuren vanaf het eerste verkochte abonnement; dat elke vertraging bij de inwerkingtreding van dit besluit riskeert haar nuttig effect met meerdere maanden uit te stellen, wat strijdig zou zijn met de geest van de wet en het principe van behoorlijk bestuur;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 4 juli 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en vervangen door de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, en behoudens andersluidende bepaling, wordt verstaan onder :

1° « de wet » : de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, gewijzigd bij de wet van 10 maart 2003 en bij de wet van 27 december 2004;

2° « toegangsbewijs » : de titel welke de houder in staat stelt slechts één enkele voetbalwedstrijd bij te wonen;

3° « abonnement » : de titel welke de houder in staat stelt meerdere voetbalwedstrijden bij te wonen;

4° « distributeur (van toegangsbewijzen of abonnements) » : de organisator zelf of de commerciële partner, het gedecentraliseerde punt erkend door de organisator of elke natuurlijke of rechtspersoon door de organisator gemachtigd tot het verkopen of wegschenken van toegangsbewijzen of abonnements;

5° « houder (van een toegangsbewijs of een abonnement) » : de natuurlijke persoon aan wie een toegangsbewijs of een abonnement werd toegewezen teneinde zelf een voetbalwedstrijd bij te wonen;

6° « rivaliserende supporters » : de supportersgroepen van de aan die wedstrijd deelnemende ploegen;

7° « voorverkoop » : elke verkoop van toegangsbewijzen in de periode die de drie uur voor de wedstrijd voorafgaat;

8° « supportersclub » : elke officiële of officieuze vereniging van supporters;

9° « document ter identificatie » : officieel document afgegeven door een publieke overheid, waarmee een natuurlijke persoon die zich een toegangsbewijs of een abonnement wenst aan te schaffen, zijn identiteit bewijst aan de distributeur.

HOOFDSTUK II. — Aanmaken van toegangsbewijzen en abonnements

Art. 2. Een toegangsbewijs dient voldoende kwalitatieve waarborgen te bieden, waaronder in elk geval worden begrepen :

1° het bieden van een, in functie van de stand van de techniek, voldoende garantie tegen namaak of vervalsing;

2° het bevatten van de in artikel 4 van dit besluit voorgeschreven gegevens.

Art. 3. Een abonnement dient voldoende kwalitatieve waarborgen te bieden, waaronder in elk geval worden begrepen :

1° het bieden van een, in functie van de stand van de techniek, voldoende garantie tegen namaak of vervalsing;

2° het bevatten van de in artikel 5 van dit besluit voorgeschreven gegevens.

Art. 4. Op het toegangsbewijs dienen volgende gegevens te worden opgenomen :

1° de identificatie van de wedstrijd;

2° de voorwaarden van toegang tot het stadion door een verwijzing naar het reglement van inwendige orde;

3° een grondplan van het stadion;

- 4° une indication du siège attribué dans les tribunes assises;
- 5° pour les compartiments ayant des places debout, un numéro de 1 à X, le X étant le nombre conforme à la capacité maximale autorisée du compartiment;
- 6° le nom de l'organisateur et le nom du distributeur;
- 7° en ce qui concerne les titres d'accès distribués conformément à l'article 11, § 2, du présent arrêté, une caractéristique unique par titre d'accès pour le match concerné afin de pouvoir, conformément à l'article 12 du présent arrêté, retracer à qui le billet a été attribué;
- 8° le nom du club de supporters, dans l'hypothèse visée à l'article 11, § 2, alinéa 2;
- 9° la mention que l'acheteur ou l'acquéreur et tout cédant du titre d'accès sont solidairement et indivisiblement responsables avec son détenteur final de tout dommage causé par ce dernier dans le stade;

10° la mention de la catégorie de personnes à qui un ou plusieurs titres d'accès ont été distribués, pour tous les titres d'accès qui ne sont pas offerts en vente libre par l'organisateur à tous les spectateurs.

Art. 5. Les données suivantes doivent figurer sur l'abonnement:

- 1° la durée de validité de l'abonnement;
- 2° les données mentionnées à l'article 4, 2° à 6°, du présent arrêté;
- 3° les nom et prénom(s) de la personne physique à qui l'abonnement a été attribué en tant que détenteur;
- 4° la mention que l'acheteur ou l'acquéreur et tout cédant de l'abonnement sont solidairement et indivisiblement responsables avec son détenteur final de tout dommage causé par ce dernier dans le stade;
- 5° la mention de la catégorie de personnes à qui un ou plusieurs abonnements ont été distribués, pour tous les abonnements qui ne sont pas offerts en vente libre par l'organisateur à tous les spectateurs.

CHAPITRE III. — *Distribution des titres d'accès et des abonnements*

Art. 6. Le nombre de titres d'accès mis à disposition pour un match ne peut dépasser, que ce soit globalement ou par compartiment, la capacité de sécurité établie dans les conventions conclues en vertu de l'article 5 de la loi. Il est tenu compte, en ce qui concerne ce nombre, des abonnements déjà mis à disposition et de toutes les autres autorisations d'accès aux tribunes délivrées par l'organisateur.

Pour établir la capacité de sécurité par compartiment, il est tenu compte de la largeur utile totale des chemins d'évacuation du compartiment, comme visé dans l'arrêté royal du 2 juin 1999 contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football, modifié par l'arrêté royal du 26 novembre 2002.

Art. 7. L'organisateur prendra les mesures suivantes afin d'assurer une distribution optimale des titres d'accès et des abonnements aux spectateurs :

- 1° enregistrer toute distribution de titres d'accès et d'abonnements, que ce soit par vente ou par distribution gratuite, de sorte que deux ou plusieurs titres d'accès ou abonnements ne soient distribués pour une même place dans le stade;
- 2° prendre toutes les précautions nécessaires lors de l'attribution des places aux spectateurs afin que les supporters rivaux soient correctement séparés, et ce en cohérence avec l'infrastructure du stade et les séparations existantes dans les tribunes;
- 3° prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas délivrer de titres d'accès ni d'abonnements aux personnes qui font l'objet d'une interdiction de stade;
- 4° retirer l'abonnement aux personnes auxquelles une interdiction de stade a été imposée.

Art. 8. § 1^{er}. Si l'organisateur habilite un tiers à distribuer des titres d'accès ou des abonnements, il est responsable du respect du présent arrêté par ce distributeur.

L'organisateur passe, avec le distributeur qu'il souhaite accréditer pour la distribution, une convention reprenant les conditions auxquelles cette distribution doit satisfaire, et faisant en sorte que l'on respecte au moins les obligations figurant dans la loi et dans le présent arrêté.

4° een aanduiding van de toegekende zitplaats in de zittribunes;

5° voor de compartimenten met staanplaatsen een nummer van 1 tot X, met X zijnde het getal overeenkomstig de maximum toegelaten capaciteit van het compartiment;

6° de naam van de organisator en de naam van de distributeur;

7° voor de tickets verdeeld overeenkomstig artikel 11, § 2, van dit besluit, een uniek kenmerk per toegangsbewijs, zodat overeenkomstig artikel 12 van dit besluit kan worden achterhaald aan wie het ticket werd toebedeeld;

8° de naam van de supportersclub, ingeval van artikel 11, § 2, tweede lid;

9° de vermelding dat de koper of verkrijger en elke overdrager van het toegangsbewijs hoofdelijk en ondeelbaar aansprakelijk is met de uiteindelijke houder ervan voor elke schade veroorzaakt door deze laatste in het stadion;

10° de vermelding van de categorie van personen aan wie één of meerdere toegangsbewijzen werden toebedeeld, voor alle toegangsbewijzen die door de organisator niet in vrije verkoop voor alle toeschouwers worden aangeboden.

Art. 5. Op het abonnement dienen volgende gegevens te worden opgenomen :

- 1° de geldigheidsduur van het abonnement;
- 2° de gegevens zoals vermeld in artikel 4, 2° tot en met 6°, van dit besluit;
- 3° de naam en voorna(a)m(en) van de natuurlijk persoon aan wie het abonnement als houder werd toegewezen;
- 4° de vermelding dat de koper of verkrijger en elke overdrager van het abonnement hoofdelijk en ondeelbaar aansprakelijk is met de uiteindelijke houder ervan voor elke schade veroorzaakt door deze laatste in het stadion;

5° de vermelding van de categorie van personen aan wie één of meerdere abonnementsen werden toebedeeld, voor alle abonnementsen die door de organisator niet in vrije verkoop voor alle toeschouwers worden aangeboden.

HOOFDSTUK III. — *Distributie van toegangsbewijzen en abonnementsen*

Art. 6. Het aantal voor een wedstrijd ter beschikking gestelde toegangsbewijzen mag de veiligheidscapaciteit, beschouwd in totaal of per compartiment, vastgelegd in de krachtens artikel 5 van de wet gesloten overeenkomsten, niet overschrijden. Ten aanzien van dit aantal wordt rekening gehouden met de reeds ter beschikking gestelde abonnementsen en met alle andere machtigingen van de organisator tot toegang tot de tribunes.

Voor het bepalen van de veiligheidscapaciteit per compartiment wordt rekening gehouden met de totale nuttige breedte van de evacuatiewegen van dit compartiment, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 2 juni 1999 houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 november 2002.

Art. 7. De organisator neemt volgende maatregelen om een optimale distributie van de toegangsbewijzen en de abonnementsen onder de toeschouwers te verzekeren :

- 1° elke distributie, hetzij als verkoop, hetzij als kosteloze verstrekking, van toegangsbewijzen en abonnementsen registreren teneinde te voorkomen dat twee of meer toegangsbewijzen of abonnementsen voor éénzelfde plaats in het stadion worden verdeeld;
- 2° het nemen van alle noodzakelijke voorzorgsmaatregelen bij het toekennen van plaatsen aan toeschouwers teneinde de rivaliserende supporters te scheiden, coherent met de infrastructuur van het stadion en met de bestaande afscheidingen in de tribunes;
- 3° het nemen van alle noodzakelijke voorzorgsmaatregelen teneinde geen toegangsbewijzen en abonnementsen ter beschikking te stellen aan personen aan wie een stadionverbod werd opgelegd;
- 4° het intrekken van het abonnement van personen aan wie een stadionverbod werd opgelegd.

Art. 8. § 1. Indien de organisator een derde machtigt toegangsbewijzen of abonnementsen te distribueren, is hij verantwoordelijk voor de naleving van dit besluit door deze distributeur.

De organisator sluit met de distributeur die hij wenst te accrediteren voor de distributie een overeenkomst waarin de voorwaarden opgenomen worden waaraan de distributie dient te voldoen, en waarbij minstens de verplichtingen opgenomen in de wet en dit besluit worden gerespecteerd.

Le responsable de la sécurité visé à l'article 6 de la loi doit, en tout état de cause, signer également ladite convention.

§ 2. En ce qui concerne la prévente pour des matches nationaux de football, les titres d'accès pour les supporters visiteurs sont alloués au club visiteur qui doit répartir ces titres d'accès entre ses propres supporters.

Si, pour un match donné, l'offre de titres d'accès est inférieure par rapport à la demande, le club visiteur aura recours à un système de fidélité pour la répartition des titres d'accès parmi ses propres supporters.

Ce système de fidélité élaboré par le club visiteur, impose à tout le moins que les titres d'accès soient en priorité distribués aux supporters et aux clubs de supporters à propos desquels, par le passé et lors de matches de football, aucun trouble à l'ordre public ou aucun fait passible de sanctions administratives ou pénales n'a été constaté. A cet égard, il est possible de faire usage d'une charte du supporter conclue entre le club de football et les clubs de supporters et signée par les deux parties. Cette charte doit entre autre contenir un code de conduite auquel les supporters et les clubs de supporters doivent se conformer.

En ce qui concerne les matches nationaux de football au sens de la loi, le club visiteur est, pour l'application du présent paragraphe, l'organisateur.

Art. 9. A partir de la mise à disposition des titres d'accès et des abonnements ou, le cas échéant, à partir du moment où existe la possibilité d'en commander, l'organisateur doit informer le public clairement et dans une large mesure, des conditions et des délais de vente.

Le cas échéant, l'organisateur doit faire savoir, via la presse et, le cas échéant, via son propre site Internet, que l'occupation maximale du stade est atteinte. Cette annonce doit également se faire lorsque seule l'occupation du ou des compartiments pour une des équipes participantes est maximale.

Art. 10. Les abonnements sont disponibles au secrétariat central de l'organisateur ou à tout autre point décentralisé reconnu par l'organisateur et où il est possible de contrôler la liste des interdictions de stade.

Sans préjudice de l'article 7, 3°, du présent arrêté et à l'exception de ce qui est prévu à l'article 11, § 4, du présent arrêté, l'organisateur n'accorde un abonnement qu'à une personne s'identifiant par la présentation d'un document d'identification.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'organisateur peut décider d'attribuer plusieurs abonnements à une personne qui s'identifie pour autant que les personnes à qui ils sont destinés, soient identifiées par la présentation d'un document d'identification. Le cas échéant, l'organisateur mentionne sur l'abonnement les nom et prénom(s) de la personne à qui l'abonnement sera accordé, et l'organisateur enregistre également les nom et prénom(s) de la personne qui a demandé ce ou ces abonnements.

Art. 11. § 1^{er}. Les titres d'accès sont mis à disposition au secrétariat central de l'organisateur, dans tout autre point décentralisé reconnu par l'organisateur, aux guichets du stade ou par l'intermédiaire de partenaires commerciaux de l'organisateur.

§ 2. Cinquante titres d'accès au maximum peuvent être obtenus, par une personne qui s'identifie par la présentation d'un document d'identification, en prévente au secrétariat central de l'organisateur ou dans des points décentralisés reconnus par l'organisateur.

Si ces titres d'accès sont destinés à être distribués aux membres d'un club de supporters, le nom de ce club de supporters devra aussi être mentionné.

Aucun titre d'accès ne peut être obtenu en prévente sans identification.

De veiligheidsverantwoordelijke bedoeld in artikel 6 van de wet dient deze overeenkomst in elk geval mede te ondertekenen.

§ 2. Voor wat betreft de voorverkoop voor nationale voetbalwedstrijden, worden de toegangsbewijzen voor de bezoekende supporters toegekend aan de bezoekende club, die deze toegangsbewijzen onder de eigen supporters dient te verdelen.

Indien voor een bepaalde wedstrijd minder toegangsbewijzen in aanbod zijn in vergelijking met de vraag naar toegangsbewijzen, maakt de bezoekende club voor de verdeling van de toegangsbewijzen onder de eigen supporters gebruik van een getrouwheidssysteem.

Dit getrouwheidssysteem, uitgewerkt door de bezoekende club, legt op zijn minst op dat de toegangsbewijzen prioritair worden verdeeld onder de supporters en supportersclubs waarmee in het verleden geen problemen inzake verstoringen van de openbare orde of sanctioneerbare of strafbare feiten naar aanleiding van voetbalwedstrijden werden vastgesteld. Hierbij kan gebruik gemaakt worden van een tussen de voetbalclub en de supportersclubs afgesloten en door beide partijen ondertekend supporterscharter, waarin onder meer een gedragscode wordt afgesproken waaraan de supporters en supportersclubs zich dienen te houden.

Voor wat betreft nationale voetbalwedstrijden in de zin van de wet, is voor het toepassen van deze paragraaf de bezoekende club de organisator.

Art. 9. Vanaf het ter beschikking stellen van de toegangsbewijzen en de abonnements of, in voorkomend geval, vanaf de mogelijkheid tot bestelling, dient de organisator het publiek duidelijk en in ruime mate te informeren aangaande de verkoopvoorwaarden en -termijnen.

In voorkomend geval, dient de organisator via de media en, in voorkomend geval, via de eigen website, bekend te maken dat een volledige bezetting van het stadion is bereikt. Deze bekendmaking dient eveneens te gebeuren indien enkel het compartiment of de compartimenten voor één van de deelnemende ploegen een volledige bezetting heeft bereikt.

Art. 10. De abonnements worden ter beschikking gesteld op het centrale secretariaat van de organisator of op enig ander gedecentraliseerd punt erkend door de organisator en waar een controle van de lijst met stadionverboden mogelijk is.

Onverminderd artikel 7, 3°, van dit besluit, en met uitzondering van hetgeen voorzien is in artikel 11, § 4, van dit besluit, kent de organisator een abonnement toe aan een persoon die zich identificeert aan de hand van een document ter identificatie.

In afwijking van het tweede lid kan de organisator beslissen om aan een persoon die zich identificeert meerdere abonnements toe te kennen voorzover de personen voor wie ze bestemd zijn, geïdentificeerd zijn aan de hand van een document ter identificatie. In voorkomend geval vermeldt de organisator op het abonnement de naam en voorna(a)men van de persoon aan wie het abonnement zal worden toegewezen, en registreert de organisator tevens de naam en voorna(a)men van de persoon die dit abonnement of deze abonnements heeft aangevraagd.

Art. 11. § 1. De toegangsbewijzen worden ter beschikking gesteld op het centrale secretariaat van de organisator, in enig ander gedecentraliseerd punt erkend door de organisator, aan de loketten van het stadion of via de commerciële partners van de organisator.

§ 2. Op het centrale secretariaat van de organisator of bij de door de organisator erkende gedecentraliseerde punten kunnen in voorverkoop, door een persoon die zich identificeert aan de hand van een document ter identificatie, maximum vijftig toegangsbewijzen verkregen worden.

Indien deze toegangsbewijzen bestemd zijn om te worden verdeeld onder leden van een supportersclub, dan wordt ook de naam van deze supportersclub meegedeeld.

Zonder identificatie kunnen in voorverkoop geen toegangsbewijzen verkregen worden.

§ 3. Quatre titres d'accès par personne au maximum peuvent être obtenus, sans identification, aux guichets du stade au cours des trois heures qui précèdent le match.

La distribution des titres d'accès aux guichets doit être la plus fluide possible.

§ 4. Lorsque les titres d'accès ou les abonnements sont mis à disposition d'un partenaire commercial de l'organisateur, celui-ci communique à l'organisateur, au plus tard une semaine avant le match ou lors de l'annonce du match si cette annonce est faite moins d'une semaine avant la rencontre concernée, la manière dont il va allouer ou dont il a alloué les titres d'accès ou abonnements.

Art. 12. L'organisateur doit en permanence pouvoir produire un relevé de tous les titres d'accès et abonnements distribués. Ce relevé mentionne au moins le nombre de titres d'accès et d'abonnements distribués par compartiment, ainsi que la manière dont ceux-ci ont été diffusés et par quel distributeur.

En ce qui concerne les abonnements distribués, le relevé comprend également le nom, prénom(s) et date de naissance des personnes à qui un abonnement a été accordé et la place dans le stade, ainsi que, dans le cas de l'article 10, alinéa 3 y relatif, les nom, prénom(s) et date de naissance des personnes qui ont demandé l'abonnement dont question, et il sera également fait mention de la place dans le stade.

En ce qui concerne les titres d'accès distribués, le relevé comprend également le nom, prénom(s) et date de naissance des personnes à qui des titres d'accès ont été accordés conformément à l'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, ainsi que la caractéristique unique visée à l'article 4, 7^o, du présent arrêté et la place dans le stade. Dans le cas de l'article 11, § 2, alinéa 2, le nom du club de supporters sera également mentionné.

Le relevé mentionne également pour quelles places des titres d'accès ont été mis à disposition en dehors de la vente libre.

Art. 13. Le responsable de la sécurité et les fonctionnaires ou agents chargés du contrôle de l'application de la loi et de ses arrêtés d'exécution ont accès à tout moment aux données rassemblées par l'organisateur en vertu du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — Contrôle d'accès

Art. 14. Un contrôle d'accès doit être organisé de telle sorte que :

1^o un contrôle efficace du titre d'accès ou de l'abonnement soit effectivement possible;

2^o l'accès au stade soit le plus fluide possible;

3^o l'accès au stade ne soit possible qu'une seule fois par titre d'accès ou abonnement pour la rencontre concernée;

4^o à n'importe quel moment, le nombre de personnes se trouvant dans tel ou tel compartiment soit connu.

Art. 15. L'organisateur peut faire appel, pour le contrôle d'accès, à l'assistance de fonctionnaires de police.

Dans cette hypothèse, il est fait application des articles 90 et 115, § 4, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

En concertation avec le bourgmestre et l'organisateur, le chef du service de police chargé du maintien de l'ordre dans le stade détermine le nombre de fonctionnaires de police auxquels l'organisateur doit faire appel, conformément à l'alinéa 1^{er}, en fonction entre autres de la nature de la rencontre, du nombre et de la nature des supportes et du nombre d'accès au stade.

Art. 16. L'arrêté royal du 3 juin 1999 réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football, modifié par l'arrêté royal du 3 novembre 2001, est abrogé.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAELE

§ 3. Aan de loketten van het stadion in de drie uren die de wedstrijd voorafgaan, kunnen zonder identificatie per persoon maximum vier toegangsbewijzen verkregen worden.

De verdeling van toegangsbewijzen aan de loketten dient zo vloeiend mogelijk te gebeuren.

§ 4. Wanneer toegangsbewijzen of abonnements ter beschikking gesteld worden aan een commerciële partner van de organisator, deelt deze, ten laatste één week voor de wedstrijd, of bij de bekendmaking van de wedstrijd indien deze bekendmaking gebeurt minder dan een week voor deze wedstrijd, de manier waarop hij de toegangsbewijzen of abonnements zal toewijzen of toegewezen heeft mee aan de organisator.

Art. 12. De organisator dient permanent een overzicht te kunnen overleggen van alle verspreide toegangsbewijzen en abonnements. Dit overzicht omvat minstens het aantal verspreide toegangsbewijzen en abonnements per compartiment, alsmede de wijze waarop deze werden verspreid en via welke distributeur.

Voor wat betreft de verspreide abonnements omvat het overzicht eveneens de naam, voorna(a)men en geboortedatum van personen aan wie een abonnement werd toegewezen en de plaats in het stadion, alsmede, in het geval van artikel 10, derde lid, gekoppeld hieraan, de naam, voorna(a)men en geboortedatum van personen die het desbetreffend abonnement hebben aangevraagd, en de plaats in het stadion.

Voor wat betreft de verspreide toegangsbewijzen omvat het overzicht eveneens de naam, voorna(a)men en geboortedatum van personen aan wie toegangsbewijzen werden toegewezen overeenkomstig artikel 11, § 2, eerste lid, alsook het in artikel 4, 7^o, van dit besluit bedoelde unieke kenmerk en de plaats in het stadion. Ingeval van artikel 11, § 2, tweede lid wordt tevens de naam van de supportersclub vermeld.

Het overzicht omvat eveneens voor welke plaatsen er buiten de vrije verkoop toegangsbewijzen werden ter beschikking gesteld.

Art. 13. De veiligheidsverantwoordelijke en de ambtenaren of agenten belast met de controle op de toepassing van de wet en zijn uitvoeringsbesluiten hebben te allen tijde toegang tot de door de organisator krachtens dit besluit verzamelde gegevens.

HOOFDSTUK IV. — Toegangscontrole

Art. 14. Een toegangscontrole dient zodanig georganiseerd te zijn dat :

1^o een controle van het toegangsbewijs of abonnement effectief en efficiënt mogelijk is;

2^o de toegang tot het stadion zo vloeiend mogelijk is;

3^o het toegangsbewijs of abonnement slechts een eenmalige toegang tot de desbetreffende wedstrijd geeft;

4^o op elk moment per compartiment bekend is hoeveel personen er zich bevinden.

Art. 15. De organisator kan voor de toegangscontrole beroep doen op de bijstand van politieambtenaren.

In dit geval worden de artikelen 90 en 115, § 4, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, toegepast.

In overleg met de burgemeester en de organisator bepaalt de chef van de politiedienst, belast met de ordehandhaving in het stadion, het aantal politieambtenaren waarop de organisator overeenkomstig het eerste lid beroep dient te doen naargelang onder andere de aard van de wedstrijd, het aantal en de aard van de supporters en het aantal toegangen tot het stadion.

Art. 16. Het koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 november 2001, wordt opgeheven.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 18. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 20 juli 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. DEWAELE